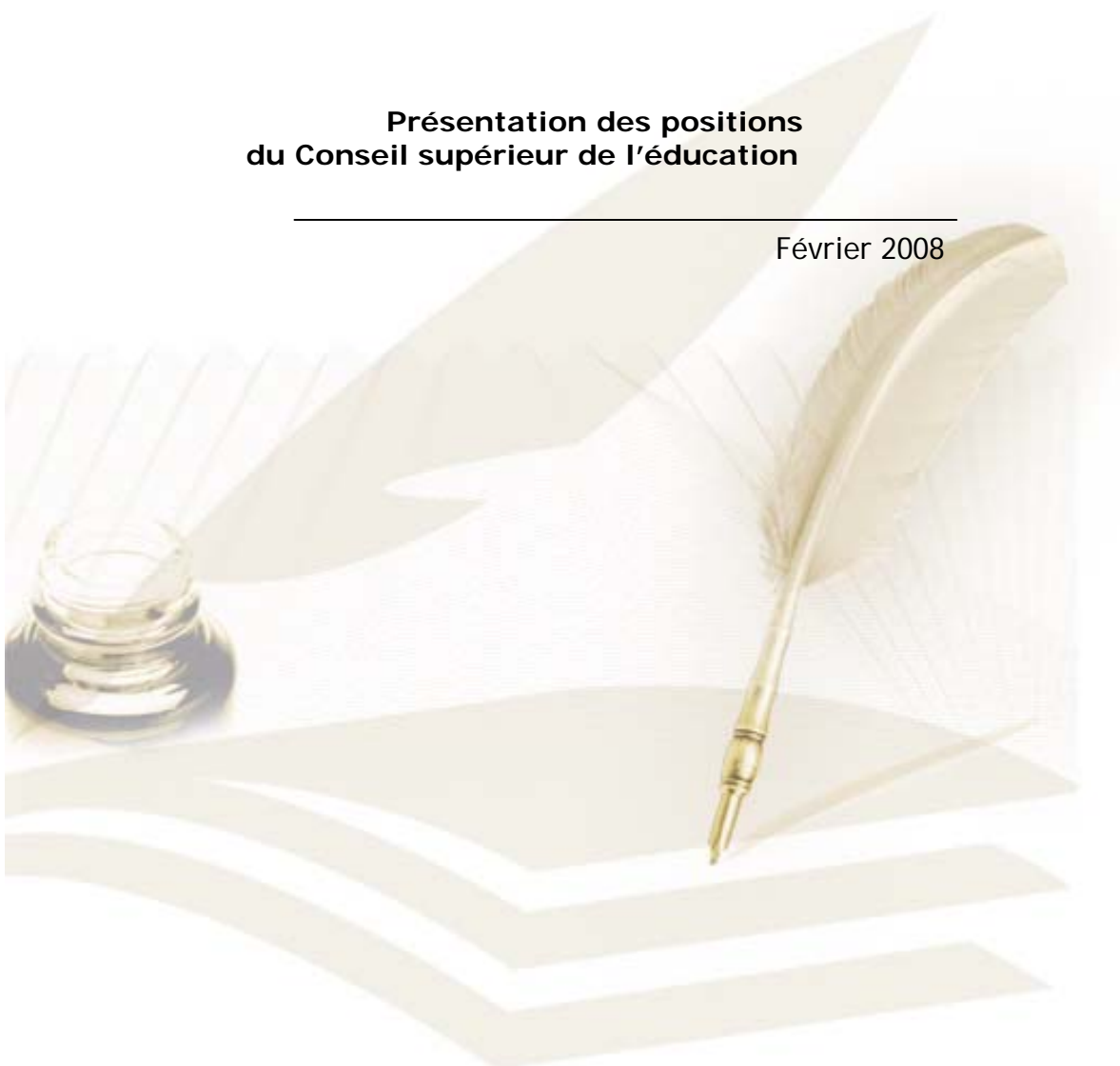


**Forum sur la démocratie et la gouvernance
des commissions scolaires
20 et 21 février 2008**

**Présentation des positions
du Conseil supérieur de l'éducation**

Février 2008



Déclaration d'ouverture

Le Conseil supérieur de l'éducation est un lieu privilégié de réflexion qui a pour fonction de collaborer avec la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et de la conseiller sur toute question relative à l'éducation. Le Conseil situe son action sur un vaste horizon, en tenant compte non seulement de ce qui est réalisable immédiatement, mais aussi de ce qui est souhaitable à moyen et à long terme.

Le Conseil salue la tenue du présent forum. Sa participation s'inscrit dans une réflexion large sur la gouvernance en éducation et sur le renforcement de la démocratie scolaire.

En effet, pour le Conseil, l'enjeu n'est pas de remettre en cause l'existence des commissions scolaires comme palier intermédiaire, mais bien de renforcer la démocratie scolaire pour que les citoyens participent davantage à l'éducation et jouent pleinement leur rôle, dans le meilleur intérêt des élèves, jeunes et adultes.

Le Conseil veut ainsi témoigner des orientations et des pistes d'action proposées principalement dans ses rapports sur la gouvernance de l'éducation et sur la démocratie scolaire.

Le Conseil tient à rappeler certains des principes qui fondent sa vision et qui doivent, selon lui, éclairer les réflexions, les décisions et les actions en éducation. Ces principes sont les suivants.

- L'éducation est un droit pour tous.
- Les parents, en raison de leur responsabilité à l'égard de l'éducation de leurs enfants, ont un rôle important à jouer au préscolaire, au primaire et au secondaire, notamment au sein des instances scolaires.
- L'éducation est un instrument essentiel de développement des personnes et de la société.

- L'éducation est un bien public, qui appartient donc à tous, et qui est d'intérêt commun. En conséquence, la gouvernance en éducation doit être soumise au contrôle démocratique pour que les citoyens puissent exercer pleinement leur rôle.
- En tant que bien public, l'éducation demande que l'État joue un rôle de premier plan. Pour le Conseil, l'État désigne l'ensemble des institutions publiques engagées dans notre système d'éducation : le gouvernement, le Ministère, les commissions scolaires et les établissements d'enseignement. Cet ensemble appelle un partage clair des responsabilités et des obligations de chacune de ces instances et de chacun des acteurs.

À cet égard, le Conseil reconnaît :

- l'intérêt de la décentralisation mise en place à partir de 1998 en vue d'assurer une meilleure réponse aux besoins des élèves;
- la pertinence de la commission scolaire comme palier intermédiaire en vue d'assurer le contrôle démocratique de la mise en œuvre des choix éducatifs aux niveaux régional et local.

Le Conseil constate que l'appropriation du nouveau partage des responsabilités et des obligations par tous les acteurs de l'éducation nécessite du temps. Cependant, il insiste sur l'importance de travailler dès maintenant à renforcer la démocratie scolaire. À cet égard, il propose cinq grandes orientations :

- éduquer à la citoyenneté pour contribuer à la pérennité de la démocratie;
- recentrer la démocratie scolaire sur les élèves;
- s'assurer d'une compréhension commune du partage des pouvoirs et des responsabilités en éducation;
- promouvoir la richesse de la contribution des parents dans toute leur diversité;
- renforcer la légitimité du gouvernement scolaire.

Thème 1 Le rôle éducatif, social, culturel et économique de la commission scolaire

Pour le Conseil supérieur de l'éducation, le principal enjeu de ce thème est le rôle éducatif des commissions scolaires et l'exercice des responsabilités de chacune des instances et de chacun des acteurs dans le meilleur intérêt des élèves.

Les commissions scolaires constituent en effet un relais important dans la poursuite des valeurs d'accessibilité et d'équité en matière d'éducation ainsi que de prise en compte des inégalités sociales et économiques à l'intérieur de leur territoire, notamment en répartissant les ressources pour répondre aux besoins exprimés par les établissements et les élèves.

De plus, le Conseil reconnaît la contribution des commissions et des établissements scolaires au développement social, économique et culturel de leurs communautés; il encourage, en conséquence, cet engagement local et régional.

Depuis la décentralisation mise en place à partir de 1998, les commissions scolaires migrent vers une culture de service et de soutien aux établissements de leur territoire. Leur rôle est d'exercer une fonction de régulation qui respecte la dynamique propre de chaque institution. Elles ont aussi comme fonction d'assurer des services, dans une perspective d'équité, de coordination et d'économie des ressources, de façon à fournir des réponses adaptées aux besoins éducatifs des personnes jeunes et adultes sous leur responsabilité.

Pour le Conseil, il importe d'encourager et de soutenir l'exercice de ces fonctions en recentrant la démocratie scolaire sur les élèves.

À cet égard, le Conseil supérieur de l'éducation propose notamment deux pistes d'action :

- que la primauté de l'intérêt des élèves soit inscrite comme prémisses dans le plan stratégique des commissions scolaires, dans le projet éducatif des écoles et dans les orientations et les objectifs des centres de formation professionnelle et d'éducation des adultes;
- que les instances soutiennent, par des activités de formation et d'information, l'appropriation des rôles de chacun des acteurs et le travail en partenariat, dans le meilleur intérêt des élèves.

Thème 2 La démocratie scolaire et la valorisation de la participation aux élections

Pour le Conseil supérieur de l'éducation, l'enjeu de ce thème est le renforcement de la démocratie scolaire de manière à favoriser la participation des citoyens et des parents à la gouvernance en éducation aux niveaux régional et local.

Le Conseil est d'avis que le contrôle démocratique offre, à maints égards, la garantie de la réalisation des valeurs collectives à la base de notre système d'éducation.

La démocratie scolaire s'exerce à la fois sous un mode électif et sous un mode participatif. Ce dernier enrichit la démocratie électorale, mais ne peut la remplacer. L'élection des commissaires au suffrage universel représente un moyen d'exercer ce contrôle démocratique. Pour le Conseil, il importe de renforcer ces deux modes d'exercice de la démocratie scolaire.

Le Conseil souhaite que les commissions scolaires et les établissements informent davantage les acteurs sur leurs rôles et les sensibilisent à l'importance d'adopter des attitudes de concertation et de partenariat. Il importe aussi que les membres des différentes instances bénéficient, dès leur entrée en fonction, d'une formation sur le rôle, les responsabilités et les obligations qui incombent à chaque instance et à chaque acteur.

Pour renforcer la démocratie participative, le Conseil supérieur de l'éducation souhaite entre autres choses la promotion de la richesse de la contribution des parents au sein des instances pour faire d'eux des partenaires à part entière. Il envisage trois pistes d'action.

La première piste consiste à valoriser le rôle des parents. La seconde piste est de soutenir concrètement la participation des parents, par exemple en leur offrant une compensation pour leurs frais. Enfin, la troisième piste d'action consiste à faciliter la participation des parents, notamment en s'assurant qu'ils soient mieux informés, mieux préparés et mieux accompagnés dans l'exercice de leurs fonctions et de leurs pouvoirs à chaque niveau de la structure de participation.

Pour renforcer la démocratie électorale, le Conseil supérieur de l'éducation propose, notamment, un encadrement plus rigoureux du processus électoral. En période d'élections, il faudrait, par exemple, prendre des mesures visant l'information et la sensibilisation de la population, la promotion des candidatures et la tenue de débats au sein des communautés locales. Le Conseil est aussi d'avis que le rôle d'élus scolaire mérite d'être valorisé et, pour y parvenir, il entrevoit les pistes d'action qui suivent :

- mieux faire connaître à la population le rôle des commissaires ainsi que l'importance des services qui relèvent de leur responsabilité;
- mettre en place les mesures nécessaires pour favoriser la participation de candidats aux postes de commissaires, par exemple en révisant les dispositions législatives relatives au financement des candidats lors des campagnes électorales scolaires;
- favoriser des actions de la part d'employeurs pour encourager leurs employés qui s'engagent socialement, à titre notamment d'élus scolaires.

Thème 3 La transparence et la rigueur de la gestion dans les commissions scolaires en vue d'une reddition de comptes axée sur les résultats

Pour le Conseil supérieur de l'éducation, l'enjeu de ce thème réside dans la capacité des instances et de leurs membres à assumer pleinement leurs responsabilités politiques, dont l'une est la reddition de comptes qualitative en fonction d'objectifs éducatifs.

Le Conseil des commissaires est une composante importante, à un palier intermédiaire, de la fonction de gouvernance en éducation exercée par l'État. Ce Conseil est soumis au contrôle démocratique, et ses pouvoirs, ses responsabilités et ses obligations sont balisés par les lois et les règlements.

Le rôle politique du Conseil des commissaires et de chacun des commissaires comporte un devoir de reddition de comptes. Ce devoir est le pendant obligatoire de leur pouvoir et de leurs responsabilités dans un cadre démocratique.

À titre d'élu, le commissaire a le devoir de représenter les électeurs de son milieu. Il a aussi la responsabilité de participer activement au Conseil des commissaires en vue d'assurer la mise en œuvre des choix éducatifs à l'intérieur de tout le territoire dans le meilleur intérêt de tous les élèves.

Chaque commissaire doit aussi rendre compte individuellement à ses commettants pour les informer régulièrement des enjeux, des décisions et des résultats. Cette responsabilité appartient, en effet, à chacun des commissaires, et non pas seulement à la présidence du Conseil des commissaires.

Dans cette optique, le Conseil propose notamment que les commissaires puissent compter sur un accompagnement en cours de mandat pour leur permettre d'assumer adéquatement leur rôle de représentant de la population.

Le Conseil supérieur de l'éducation rappelle que la reddition de comptes doit être faite dans les deux sens, c'est-à-dire vers les paliers supérieurs et aussi vers les commettants. Le Conseil souligne, en outre, que la reddition de comptes est une exigence aussi pour les membres des conseils d'établissement.

Dans cette perspective, il invite les instances – tant participatives qu'électives – à réaliser une reddition de comptes qualitative et signifiante, qui va au-delà des moyens obligatoires et qui permet des ajustements continus à tous les paliers où s'exerce la gouvernance en éducation.

Enfin, il importe que les élus au Conseil des commissaires, ainsi que les représentants au sein du Conseil d'établissement, bénéficient d'une formation sur la dimension politique de leur rôle.

Thème 4 Le financement des commissions scolaires et la fiscalité scolaire

Pour le Conseil supérieur de l'éducation, l'enjeu de ce thème est la garantie que le financement public de l'éducation soit soumis au contrôle démocratique, et que les ressources et la latitude d'action des instances soient cohérentes avec la réalisation des objectifs éducatifs aux niveaux régional et local.

Le rôle de premier plan de l'État en éducation doit nécessairement se traduire par un soutien financier public suffisant pour atteindre les finalités de l'éducation. Étant donné la valeur de l'éducation dans le développement de toute société, ce financement public constitue un investissement tant pour les personnes que pour la société dans son ensemble.

Selon le Conseil, le financement public soumis au contrôle démocratique permet de garantir l'accessibilité et l'équité des services d'éducation effectivement rendus dans toutes les régions du Québec. Il permet également de déterminer la contribution relative des individus et des collectivités au financement de l'éducation. Il garantit, en outre, la continuité du soutien en dépit des changements politiques et sociaux.

Pour le Conseil, il importe que les commissions scolaires et les établissements scolaires disposent de ressources suffisantes et appropriées pour assurer le plein exercice de leurs responsabilités et la réalisation des finalités de l'éducation à même leur territoire.

Ainsi, les formules de financement et les encadrements administratifs doivent accorder une marge de manœuvre suffisante pour que chaque palier puisse exercer ses responsabilités. Cette marge de manœuvre doit être accordée tant par le Ministère à l'endroit des commissions scolaires que par la commission scolaire à l'endroit des établissements.

Le Conseil est aussi d'avis que l'organisation du système d'éducation et ses mécanismes de financement doivent incorporer un cadre d'adaptation et de renouvellement continu des pratiques éducatives. Un tel cadre doit favoriser l'innovation par les acteurs et soutenir la réalisation d'initiatives locales et régionales.

Conclusion

Le Conseil supérieur de l'éducation croit à la nécessité de renforcer la démocratie scolaire sous toutes ses formes, tant sur le plan régional que local.

Il estime nécessaire de maintenir un palier éducatif intermédiaire qui soit soumis au contrôle démocratique et qui soit axé sur le meilleur intérêt des élèves.

Il souhaite que les acteurs régionaux et locaux s'approprient et exercent adéquatement leurs responsabilités respectives, ce qui comprend la collaboration et la reddition de comptes tant quantitative que qualitative au regard des visées éducatives de la société québécoise.

Il souhaite enfin que le financement public demeure soumis au contrôle démocratique et que les ressources et la latitude d'action des instances soient en cohérence avec les objectifs éducatifs qu'elles doivent atteindre.

